

# MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

## **POUVOIR ADJUDICATEUR**

Ville d'Ivry-sur-Seine  
Esplanade Georges Marrane  
94205 Ivry-sur-Seine Cedex

**REPRESENTANT LEGAL  
DU POUVOIR ADJUDICATEUR**  
Monsieur le Maire d'Ivry-sur-Seine

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **Objet de la consultation**

**Location de divers véhicules sans chauffeur pour les services municipaux de la ville  
d'Ivry-sur-Seine**

**Lot n°1 - Location de courte et moyenne durée de balayeuses, laveuses**

**Lot n°2 - Location de courte, moyenne et longue durée de véhicules utilitaires 3T5 de type  
fourgon (3 à 20m<sup>3</sup>)**

**Lot n°3 - Location de courte et moyenne durée de véhicules frigorifiques**

**Lot n°4 - Location de courte, moyenne et longue durée de véhicules légers et minibus**

**Lot n°5 - Location de longue durée de véhicules légers électriques**

**Lot n°6 - Location de moyenne et longue durée de bennes et poly bennes**

### **Mode de consultation :**

Procédure d'appel d'offres ouvert sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande

**Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-61 du  
code de la commande publique**

Monsieur le Maire d'Ivry-sur-Seine.

### **Comptable assignataire des paiements :**

Madame la Comptable Publique

**Date limite de remise des offres : voir l'avis d'appel public à la concurrence**

## SOMMAIRE

Précisions introductives.....	3
Article 1 - Objet et durée du Marché.....	3
1.1. Objet de la consultation.....	3
1.2. Durée du Marché.....	3
Article 2 - Modalité de la consultation.....	4
2.1. Étendue de la consultation.....	4
2.2. Décomposition en tranches et/ou en lots.....	5
2.3. Prestation supplémentaire éventuelle - Variante.....	5
2.4. Mode de dévolution de l'accord-cadre.....	5
2.5. Modifications de détail apportées au dossier de consultation des opérateurs économiques (D.C.O.E.) .....	6
2.6. Compléments à apporter aux CCAP et CCTP .....	6
Article 3 - Délai de validité des offres .....	6
Article 4 - Dispositions financières .....	6
4.1. Avance.....	6
4.2. Mode de règlement.....	6
Article 5 - Délai et lieu de livraison des fournitures .....	7
Article 6 - Contenu des candidatures et des offres.....	8
6.1. Documents fournis par l'Administration.....	8
6.2. Documents à produire impérativement .....	8
6.3. Échantillons.....	11
6.4. Langue de rédaction des propositions et unité monétaire utilisée.....	11
Article 7 - Conditions d'obtention des documents initiaux, d'envoi ou de remise des offres, de remise des éventuels précisions, compléments .....	11
7.1. Conditions d'obtention des documents initiaux .....	11
7.2. Conditions d'envoi ou de remise des offres .....	12
7.3. Conditions d'envoi ou de remise des précisions, compléments éventuels.....	14
Article 8 - Régularisation .....	14
8.1 Régularisation.....	14
8.2 Négociations.....	15
Article 9 - Modalités de jugement des offres .....	15
9.1 Critères de jugement des offres .....	15
9.2 Classement des offres.....	16
Article 10 - Renseignements complémentaires .....	17

## **Précisions introductives**

Sauf mention contraire, le terme « Code », utilisé dans le présent document, fait référence au code de la commande publique, adopté par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Sauf mention contraire, les délais indiqués dans le présent document sont des délais ouvrés.

De plus tout délai d'exécution des prestations mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

## **Article 1 - Objet et durée du Marché**

### **1.1. Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet la location de divers véhicules sans chauffeur pour les services municipaux de la Ville d'Ivry-sur-Seine.

Il est dit « à bons de commande ». Il s'exécutera par émission de bons de commande successifs selon les besoins des services municipaux, et est conclu sans minimum ni maximum.

Il est constitué de six lots juridiques distincts, traités en accords-cadres séparés, décomposés comme suit :

Lot n°1 - Location de courte et moyenne durée de balayeuses, laveuses et compacteur

Lot n°2 - Location de courte, moyenne et longue durée de véhicules utilitaires 3T5 de type fourgon (3 à 20m<sup>3</sup>)

Lot n°3 - Location de courte et moyenne durée de véhicules frigorifiques

Lot n°4 - Location de courte, moyenne et longue durée de véhicules légers et minibus

Lot n°5 - Location de longue durée de véhicules légers électriques

Lot n°6 - Location de moyenne et longue durée de bennes et poly bennes

### **1.2. Durée du Marché**

L'accord-cadre est conclu à compter **de sa date de notification** au titulaire (courrier avec accusé de réception) pour une période initiale de deux ans, sauf si le montant maximum est atteint avant cette échéance.

Il sera ensuite reconductible une fois, pour une durée de deux ans, au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint ou au plus tard au terme d'un délai de deux ans à compter de sa date de notification. La durée totale, reconductions comprises, n'excédera pas quatre ans.

La reconduction prendra la forme d'une décision expresse de la part de l'acheteur (courrier avec accusé de réception) et interviendra au plus tard dans un délai de quatre mois avant l'échéance de renouvellement. Pour un marché dont le montant maximum est atteint, la reconduction interviendra dans les mêmes conditions matérielles dès le constat de cet événement.

Conformément aux dispositions du Code, si l'acheteur décide de reconduire le Marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

En cas de non reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et pour toutes les commandes passées avant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

## **Article 2 - Modalité de la consultation**

### **2.1. Étendue de la consultation**

Le présent marché est un marché passé selon un **appel d'offres ouvert** lancé en application du Code.

Conformément au Code, le Marché se présente sous la forme d'un **accord-cadre à bons de commande**. En effet, l'étendue et le rythme des besoins ne pouvant être définis à l'avance, il s'exécutera par l'émission de bons de commande successifs, selon les besoins des services municipaux.

Les montants minimum et maximum affectés à la réalisation de la prestation sont :

- Lot n°1 - Location de courte et moyenne durée de balayeuses, laveuses et compacteur :

- sans montant minimum
- montant maximum annuel : 125 000 € HT, soit 150 000 € TTC

soit, sur quatre ans :

- sans montant minimum
- montant maximum : 500 000 € HT, soit 600 000 € TTC

- Lot n°2 - Location de courte, moyenne et longue durée de véhicules utilitaires 3T5 de type fourgon (de 3 à 20 m<sup>3</sup>) :

- sans montant minimum
- montant maximum annuel : 104 000 € HT, soit 124 800 € TTC

soit, sur quatre ans :

- sans montant minimum
- montant maximum : 416 000 € HT, soit 499 200 € TTC

- Lot n°3 - Location de courte et moyenne durée de véhicules frigorifiques :

- sans montant minimum
- montant maximum annuel : 12 000 € HT, soit 14 400 € TTC

soit, sur quatre ans :

- sans montant minimum
- montant maximum : 48 000 € HT, soit 57 600 € TTC

- Lot n°4 - Location de courte, moyenne et longue durée de véhicules légers et minibus :

- sans montant minimum
- montant maximum annuel : 160 000 € HT, soit 192 000 € TTC

soit, sur quatre ans :

- sans montant minimum
- montant maximum : 640 000 € HT, soit 768 000 € TTC

- Lot n°5 - Location de longue durée de véhicules légers électriques :

- sans montant minimum
- montant maximum annuel : 28 000 € HT, soit 33 600 € TTC

soit, sur quatre ans :

- sans montant minimum
- montant maximum : 112 000 € HT, soit 134 400 € TTC

- Lot n°6 - Location de moyenne et longue durée de bennes et poly bennes :

- sans montant minimum
- montant maximum annuel : 132 000 € HT, soit 158 400 € TTC

soit, sur quatre ans :

- sans montant minimum
- montant maximum : 528 000 € HT, soit 633 600 € TTC

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité dans l'hypothèse où des bons de commandes ne lui seraient pas passés.

## 2.2. Décomposition en tranches et/ou en lots

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

Conformément au Code, l'accord-cadre fait l'objet des **six lots** juridiques distincts suivants, traités en marchés séparés :

Lot n°1- Location de courte et moyenne durée de balayeuses, laveuses et compacteur

Lot n°2 - Location de courte, moyenne et longue durée de véhicules utilitaires 3T5 de type fourgon (3 à 20m<sup>3</sup>)

Lot n°3 - Location de courte et moyenne durée de véhicules frigorifiques

Lot n°4 - Location de courte, moyenne et longue durée de véhicules légers et minibus

Lot n°5 - Location de longue durée de véhicules légers électriques

Lot n°6 - Location de moyenne et longue durée de bennes et poly bennes

## 2.3. Prestation supplémentaire éventuelle - Variante

L'accord-cadre ne comprend pas de prestation supplémentaire éventuelle.

Les variantes ne sont pas autorisées.

## 2.4. Mode de dévolution de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera attribué à un opérateur économique unique ou à un groupement d'opérateurs économiques solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

Les opérateurs économiques ne pourront se présenter plusieurs fois, que ce soit en tant que candidats individuels et membres d'un groupement, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 2.5. Modifications de détail apportées au dossier de consultation des opérateurs économiques (D.C.O.E.)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard **dix jours** avant la date limite de remise des offres (voir l'avis d'appel public à la concurrence), des modifications de détail au dossier de consultation des opérateurs économiques.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.6. Compléments à apporter aux CCAP et CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments aux CCAP et CCTP.

Toutefois, si la rédaction ou le contenu d'une des pièces du dossier de consultation des opérateurs économiques semblait anormale, erronée, ou ambiguë, le candidat devra le préciser au plus tard **dix jours** avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors apportée par le pouvoir adjudicateur.

Cette demande devra parvenir sur l'espace Question-Réponses de la présente consultation sur le profil acheteur de la ville, à l'adresse indiquée pour les renseignements qui figure à l'article 10 du présent document.

## Article 3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** (six mois) à compter de la date limite de remise des offres fixée dans l'avis d'appel public à la concurrence et le présent règlement de la consultation.

## Article 4 - Dispositions financières

### 4.1. Avance

Conformément au Code, une avance est accordée au titulaire du marché, s'il n'y renonce pas (article 3.2 de l'acte d'engagement), pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de cette avance est fixé à **5 %** (ou **20%** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise) du montant du bon de commande, toutes taxes comprises.

Le remboursement de cette avance effectuée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande aura atteint ou dépassé 65 % du montant initial du bon de commande. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

### 4.2. Mode de règlement

Les informations détaillées ci-dessous valent à la fois pour le titulaire de l'accord-cadre et ses éventuels sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Les références du compte bancaire ou postal (compte commun en cas de groupement solidaire, un compte pour chaque membre en cas de groupement conjoint) où les paiements devront être effectués, seront indiqués dans l'Acte d'Engagement ; un RIB ou un RIP sera joint.

Conformément au Code, le délai global de paiement ne peut excéder trente jours à compter de la date de réception de la facture par les services municipaux et le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (B.C.E.) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La mise en œuvre de ce délai interviendra dans les conditions fixées par les articles susmentionnés.

Conformément au Code, le retard de paiement donnera lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) €. Ces frais sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la transmission des factures électroniques est autorisée, voire obligatoire (selon le calendrier de l'article 3 de l'ordonnance précitée).

Si le titulaire est soumis à cette obligation, ou s'il décide, sans y être soumis, de transmettre sa facture de manière dématérialisée, le dépôt, la réception et la transmission des factures devra obligatoirement être effectuée via le portail <https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>. Tout autre mode de transmission électronique sera refusé.

Les dépenses relatives au Marché seront payées sur les fonds propres de la Ville.

## **Article 5 - Délai et lieu d'exécution des livraisons ou d'exécution des prestations**

### **5.1 - Délais de livraison et d'exécution des prestations**

#### **5.1.1 - Délais de livraison / mise à disposition des véhicules**

##### **Pour l'ensemble des lots :**

Le délai contractuel maximum de mise à disposition du ou des véhicule(s), à compter de la réception du bon de commande par le titulaire est de :

- Pour les véhicules en location de courte et moyenne durée : **8 jours ouvrés**
- Pour les véhicules en location de longue durée : **6 mois**

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prescrire sur le bon de commande, pour certains véhicules, un délai supérieur au délai contractuel de mise à disposition.

En cas de retard de tout ou partie de la mise à disposition par rapport au délai prescrit, la collectivité pourra appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent document.

##### **Pour le lot 1 uniquement :**

En cas d'urgence, le délai contractuel maximum de mise à disposition du véhicule est de **24 heures**, à compter de la date et de l'heure d'émission par courriel du bon de commande au titulaire.

En cas de retard de tout ou partie de la mise à disposition par rapport au délai prescrit, la collectivité pourra appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent document.

#### 5.1.2 – Délai de dépannage ou de remplacement

Le titulaire du marché devra prévoir le remplacement ou le dépannage des véhicules défectueux et/ou arrêtés pour cause de problème mécanique, dans le délai fixé dans son cadre de réponse.

Ce délai ne peut excéder 24h, à compter du signalement de la panne au titulaire.

En cas de retard du dépannage ou du remplacement par rapport au délai prescrit, la collectivité pourra appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent document.

#### 5.2 - Lieu d'exécution des livraisons ou d'exécution des prestations

Le lieu de livraison est indiqué dans le CCAP.

### **Article 6 - Contenu des candidatures et des offres**

#### 6.1. Documents fournis par l'Administration

Les pièces administratives et techniques, constituant le dossier de consultation des opérateurs économique (D.C.O.E.), remises par la Ville d'Ivry-sur-Seine lors de votre retrait de dossier sont les suivantes :

1. le présent règlement de la consultation (R.C.) ;
2. l'acte d'engagement « un opérateur économique unique » ou « un groupement d'opérateurs économiques » un par lot ;
3. l'annexe n°1 à l'acte d'engagement relative au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), un par lot ;
4. le Devis Quantitatif Estimatif (DQE), un par lot ;
5. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
6. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
7. le cadre de réponse, un par lot ;

De plus, sont joints à ces éléments, les documents administratifs suivants :

8. un formulaire DC1 (déclaration de candidature) ;
9. un formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) ;
10. la liste des abréviations à utiliser pour le nommage des documents.

#### 6.2. Documents à produire impérativement

Chaque candidat devra impérativement produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes complétées, datées et signées par la personne habilitée à engager la responsabilité de l'opérateur économique :

##### A/ Candidature

Le candidat a le choix de la présentation de sa candidature étant rappelé que **le DUME sera obligatoirement demandé à l'attributaire de l'accord-cadre.**


*Le candidat n'est pas tenu de fournir le DUME ou les documents justificatifs et moyens de preuve, listés ci-dessous qu'il a déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Si le candidat décide d'utiliser cette possibilité offerte par le code de la commande publique, il devra préciser au pouvoir adjudicateur l'objet de la précédente procédure pour laquelle il a remis ces pièces.*




a. Soit le DUME (Document Unique de Marché Européen)


Le candidat doit compléter directement sur Maximilien le DUME pré-rempli en lien avec la consultation lors du dépôt de son pli :

Étape 3 : Sélection du mode de candidature



 **Candidature avec un DUME (Document Unique de Marché Européen)**


Ce mode de candidature est proposé suite à une initiative de la Commission Européenne visant à réduire les lourdeurs administratives. Le DUME remplace les documents de candidature de type DC1, DC2... et peut être réutilisé pour candidater à d'autres procédures.  
Le formulaire DUME est à compléter en ligne avant de joindre son offre.


 Il est possible d'enregistrer le DUME en brouillon avant de le valider au moment du dépôt de la réponse

 Le DUME proposé dans le cadre de cette consultation a été pré-rempli par l'acheteur.

Je souhaite :

 Renseigner mon DUME en ligne 

 Le formulaire DUME n'a pas été renseigné et validé.  
Après avoir validé le DUME, veuillez revenir sur cette page pour passer à l'étape suivante.

 Compléter et valider mon DUME

b. Soit un dossier « candidature »

Le candidat doit produire :

1) Le formulaire DC1

Ou

- La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, obligatoire en cas de groupement et/ou d'allotissement ;

Et

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

2) Les renseignements suivants afin de vérifier de l'aptitude et des capacités du candidat :

- une déclaration relative au chiffre d'affaires global et au chiffre d'affaires concernant plus précisément la prestation à réaliser, au cours des trois dernières années ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- la présentation d'une liste des principales références pour des prestations de même nature effectuées au cours des 3 dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste pourra être accompagnée d'attestations de bonne exécution.

A ce titre, il est rappelé aux candidats que la preuve de leur capacité peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence du candidat à réaliser le marché.

***NB 1:** en cas d'opérateur économique nouvellement créé, la capacité économique, financière, technique et professionnelle du candidat peut être apportée par tout moyen.*

NB 2 : en cas de groupement, chaque membre doit fournir soit un **DUME distinct** soit les pièces référencées aux points précités Toutefois, il est rappelé aux candidats que l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement se fait de manière globale.

NB 3 : pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Ainsi, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui sont exigés pour lui. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NB 4 : Déclaration de sous-traitance lors de la remise de la candidature et de l'offre

En matière de fourniture, la sous-traitance est interdite. Les prestations de service (comme la livraison) peuvent faire l'objet d'un contrat de sous-traitance conclu entre le titulaire et un opérateur économique prestataire.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra joindre, en plus du projet d'acte spécial (imprimé DC4) :

Soit :

- un DUME ;
- un relevé d'identité bancaire.

Soit :

- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- les renseignements suivants afin de vérifier de l'aptitude et des capacités du candidat :
  - une déclaration relative au chiffre d'affaires global et au chiffre d'affaires concernant plus précisément la prestation à réaliser, au cours des trois dernières années ;
  - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
  - une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose pour la réalisation du présent marché ;
  - la présentation d'une liste des principales références pour des prestations de même nature effectuées au cours des 3 dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste pourra être accompagnée d'attestations de bonne exécution.
- une attestation d'assurance en responsabilité civile en cours de validité,
- un relevé d'identité bancaire.

Il pourra être demandé au titulaire du marché de remettre le contrat de sous-traitance visé par le sous-traitant.

B/ Pièce supplémentaire et obligatoire :

Le cas échéant, une déclaration justifiant l'application d'un droit de préférence éventuel (société coopérative ouvrière de production, groupement de producteurs agricoles, artisan, une société coopérative d'artisans ou société coopérative d'artistes, entreprises adaptées ou recensées à l'INSEE comme entreprise de l'économie sociale et solidaire).

C/ un projet de marché comprenant :

1. un acte d'engagement - propre à chaque lot - dûment complété ;
2. l'annexe n°1 à l'acte d'engagement - bordereau des prix unitaires - propre à chaque lot - dûment complétée ;
3. le détail quantitatif estimatif - propre à chaque lot - **non contractuel** - dûment complété ;
4. le cadre de réponse - propre à chaque lot - dûment complété ;
5. un relevé d'identité bancaire (compte unique en cas de groupement solidaire).

**NB 1 : Cas d'irrecevabilité de l'offre**

- Toutes les pièces constitutives de l'offre doivent obligatoirement être remises par le candidat.

- Toute pièce manquante pourra entraîner un rejet de l'offre. Le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif ne sont ni modifiables, ni amendables et doivent être entièrement renseignés sous peine d'irrecevabilité de l'offre.

- Les candidats sont invités à présenter de la manière la plus claire et précise possible leurs réponses dans le cadre de réponse. Si les candidats s'appuient sur des renvois au mémoire technique ou à un document annexe pour développer certaines réponses, ces renvois doivent impérativement préciser, dans le cadre de réponse et dans la case de l'item concerné, le numéro des pages et le titre exact des articles correspondants. Aussi, les candidats sont informés que l'analyse ne tiendra pas compte des éléments contenus dans un mémoire technique ou tout autre document annexe qui serait remis par le candidat dans son offre mais qui ne serait pas mentionné dans le présent cadre de réponse.

6.3. Échantillons

Sans objet.

6.4. Langue de rédaction des propositions et unité monétaire utilisée

Les propositions doivent être rédigées **en langue française**. À défaut, les documents rédigés dans une langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme à l'original, par un traducteur assermenté.

Toute proposition sera exprimée obligatoirement **en euros**.

**Article 7 - Conditions d'obtention des documents initiaux, d'envoi ou de remise des offres, de remise des éventuels précisions, compléments**

L'ensemble des transmissions sera effectué par voie électronique conformément au Code.

Ainsi, est déclarée irrecevable toute candidature ou offre qui serait remise par une autre voie que celle imposée (voie électronique) et/ou ne respecterait pas les conditions fixées aux articles susmentionnés.

7.1. Conditions d'obtention des documents initiaux

**Les documents sont téléchargeables** sur le site :

<https://marches.maximilien.fr/?page=frame.ConsultationsOrganisme&org=j4z>

*NB : Le site Maximilien est une plateforme de dématérialisation entièrement gratuite.*

## 7.2. Conditions d'envoi ou de remise des offres

### a) La signature de l'offre

Il est précisé qu'aucune signature n'est exigée lors du dépôt des offres. Cette signature sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra alors demander que l'offre soit signée électroniquement ou de manière manuscrite.

#### - Signature manuscrite

L'acte d'engagement devra être signé de manière manuscrite en original (les signatures scannées ne sont pas autorisées) par une personne habilitée à engager le candidat.

#### - Signature électronique

L'acte d'engagement devra être signé électroniquement par une personne habilitée à engager le candidat.

Conformément aux textes précités, les candidatures et les actes d'engagement et leurs annexes transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du candidat.

Ces derniers désignent, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Ils doivent mettre en place les procédures qui permettront, au pouvoir adjudicateur, de s'assurer que leurs candidatures et leurs offres sont transmises et signées par cette personne.

Les catégories de certificats de signature utilisés pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique mentionnés à l'alinéa précédent sont publiés sous forme électronique à l'adresse suivante :

<http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les frais de réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### b) Transmission des plis

Le dépôt des candidatures et des offres transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception. Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, **à titre de copie de sauvegarde**, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis.

- **Copie de sauvegarde :**

L'adresse de dépôt de la copie de sauvegarde est :

Centre Administratif et Technique  
Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service des Marchés Publics - 1<sup>er</sup> étage  
37, rue Saint-Just  
94200 Ivry-sur-Seine

L'enveloppe devra porter les indications suivantes :

**« Appel d'Offres Ouvert »**  
**« Marché de location de véhicules sans chauffeur pour les services municipaux de la ville d'Ivry-sur-Seine »**  
**« Lot(s) n<sup>o</sup>\*\* »**  
**« Copie de sauvegarde »**

et la mention :

**« NE PAS OUVRIR »**  
**ainsi que l'adresse postale et l'adresse courriel du candidat.**

Les réceptions sont assurées du lundi au jeudi : de **9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 (16 heures la veille de jour férié)**. Pour le **vendredi**, les réceptions sont assurées **de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30**.

Ce pli doit contenir, dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres (**voir l'avis d'appel public à la concurrence**).

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

- **Formats et sécurité**

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : **.zip,.pdf,.doc et .xls**.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soit pas trop volumineuses.

La transmission des candidatures et des offres fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique de la part du pouvoir adjudicateur.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres, transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, peuvent faire l'objet d'une réparation.

Le pouvoir adjudicateur conserve la trace de la malveillance du programme et, s'il décide de tenter une réparation, il conserve également la trace des opérations de réparation réalisées.

Un document électronique relatif à une candidature qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé dans les conditions fixées au Code. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut décider de faire application du Code et demander à l'opérateur économique de procéder à un nouvel envoi du document.

Un document électronique relatif à une offre qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé dans les conditions du Code. La version de l'anti-virus utilisée par le pouvoir adjudicateur est la suivante : Sophos 10.3.

- **La transmission des plis s'effectue à l'adresse suivante :**

<https://marches.maximilien.fr/?page=frame.ConsultationsOrganisme&org=j4z>

Les candidats sont guidés pas à pas pour effectuer la transmission de leurs documents. Une documentation technique à l'utilisation de la mise en ligne des documents sur la plate-forme dématérialisée de la Ville est proposée et peut être téléchargée. Pour toute question, merci d'utiliser l'assistance en ligne de la plate-forme Maximilien.

La taille maximale du dossier déposé sur la plateforme est fixée à **4 Go**. De plus, chaque fichier doit être inférieur à **1 Go** afin de permettre son analyse par un pare-feu d'applications internet (WAF - Web Applications Firewall).

« Dans le cas d'une consultation allotie, les candidats souhaitant candidater pour plusieurs lots devront déposer leurs offres dans un seul et même pli. Seul le dernier pli déposé par le candidat sera ouvert par le représentant du pouvoir adjudicateur. »

Seuls seront ouverts les plis reçus dans les conditions prévues ci-dessus au plus tard avant la date et heure limite de remise des plis **fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence**.

### 7.3. Conditions d'envoi ou de remise des précisions, compléments éventuels

Sauf mention contraire, le candidat doit appliquer le mode de transmission retenu initialement (électronique) à l'ensemble de ses échanges.

L'ensemble des documents constituant la réponse devra être remis au plus tard **avant la date fixée par le pouvoir adjudicateur dans sa demande**.

Les plis parvenus après ces dates et heure ou remis sous enveloppe non cachetée, pour quelque motif que ce soit, ne seront pas ouverts. Le candidat en sera informé.

## **Article 8 - Régularisation**

### 8.1 Régularisation

Conformément au Code :

Les offres **inappropriées** seront **éliminées**. Est inappropriée une offre sans rapport avec le présent marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

Dans les procédures d'appel d'offres et les procédures adaptées sans négociation, les offres **inacceptables** sont **éliminées**. Est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au Marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de **régulariser** les offres concernées. Est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Cette régularisation pourra avoir lieu à tout moment, dès le fin de la phase de consultation et jusqu'avant l'attribution du marché.

## 8.2 Négociations

Sans objet.

## **Article 9 - Modalités de jugement des offres**

### 9.1 Critères de jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues par le Code.

Conformément à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'inverser les phases d'analyse des candidatures et des offres.

Le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les candidats qui n'ont pas la qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes pour exécuter le Marché.

En dehors des critères de garanties financières et professionnelles, de capacités et de références techniques suffisantes, critères intervenant au moment de l'analyse des candidatures, les critères pondérés, détaillés ci-après, seront pris en compte pour le jugement des offres :

#### **1/ le prix - 50 points**

La comparaison des prix sera effectuée uniquement sur la base du montant total du DQE.

Cette comparaison sera effectuée selon la formule suivante :  $\text{note du candidat} = 50 \times [(P_{\min}) / (P_i)]$ , dans laquelle :

- $P_{\min}$  = montant de l'offre (le DQE) la moins élevée financièrement en € TTC ;
- $P_i$  = montant de l'offre considérée en € TTC.

**Lors de l'analyse des offres, s'il est constaté des erreurs de report de prix entre le Détail Quantitatif Estimatif et le BPU du candidat, seuls ceux contenus dans ce dernier, feront foi. Le montant total du DQE rectifié en conséquence servira de base à l'analyse de l'offre.**

#### **2/ La valeur technique de la prestation - pondération 50%**

Ce critère sera jugé en fonction des éléments contenus dans le cadre de réponse présentant les moyens matériels affectés à la réalisation de la prestation décrite au présent marché, éléments portant sur :

##### **➤ Pour les lots n°1, 2, 3, 4 et 6 :**

- L'ancienneté des véhicules - **15 points** ;
- L'importance du parc - **5 points** ;

- Les mesures prises par le candidat pour limiter l'impact sur l'environnement (recyclage des pneus, des pièces détachées) - **10 points** ;
- Amélioration du délai de remplacement ou de dépannage des véhicules défectueux et/ou arrêtés pour cause de problème mécanique - **20 points**.

Le délai de remplacement ou de dépannage des véhicules défectueux et/ou arrêtés pour cause de problème mécanique, est fixé à 24 heures maximum à compter du signalement au titulaire. Les candidats pourront proposer un délai moindre dans le cadre de réponses.

**NB 1** : les candidats sont informés que la **note zéro** sera attribuée à l'offre qui n'améliore pas le **délai maximum**, puis la notation suivra une échelle par palier.

**NB 2** : le candidat n'ayant pas rempli les différents délais dans l'acte d'engagement se verra appliquer la note pour les délais maximum imposés par le Pouvoir Adjudicateur.

**NB 3** : le candidat ayant proposé une fourchette se verra appliquer la note pour la fourchette haute.

**NB 4** : il est demandé aux candidats de s'engager sur un délai unique pour l'ensemble des véhicules. Le candidat proposant des délais différents en fonction des véhicules se verra appliquer la note pour le délai le plus important.

#### ➤ **Pour le lot n°5 :**

Ce critère sera jugé en fonction des éléments contenus dans le cadre de réponse présentant les moyens matériels affectés à la réalisation de la prestation décrite au présent marché, éléments portant sur :

- L'autonomie de la batterie - **15 points** ;
- L'importance du parc - **5 points** ;
- Les mesures prises par le candidat pour limiter l'impact sur l'environnement (recyclage de la batterie) - **10 points**.
- Amélioration du délai de remplacement ou de dépannage des véhicules défectueux et/ou arrêtés pour cause de problème mécanique - **20 points**.

Le délai de remplacement pour tout problème mécanique (ou de dépannage des véhicules défectueux et/ou arrêtés pour cause de problème mécanique), est fixé à 24 heures maximum à compter du signalement au titulaire. Les candidats pourront proposer un délai moindre dans le cadre de réponses.

**NB 1** : les candidats sont informés que la **note zéro** sera attribuée à l'offre qui n'améliore pas le **délai maximum**, puis la notation suivra une échelle par palier.

**NB 2** : le candidat n'ayant pas rempli les différents délais dans l'acte d'engagement se verra appliquer la note pour les délais maximum imposés par le Pouvoir Adjudicateur.

**NB 3** : le candidat ayant proposé une fourchette se verra appliquer la note pour la fourchette haute.

**NB 4** : il est demandé aux candidats de s'engager sur un délai unique pour l'ensemble des véhicules. Le candidat proposant des délais différents en fonction des véhicules se verra appliquer la note pour le délai le plus important.

## **9.2 Classement des offres**

### **9.2.1 - Modalités de classement des offres**

Conformément aux dispositions du Code, les offres sont classées par ordre décroissant et celle qui est la mieux classée est retenue.



Un **droit de préférence** est attribué, à égalité de prix ou à équivalence d'offres, à l'offre présentée par une société coopérative ouvrière de production, par un groupement de producteurs agricoles, par un artisan, une société coopérative d'artisans ou par une société coopérative d'artistes, par des entreprises adaptées ou recensées à l'INSEE comme entreprise de l'économie sociale et solidaire.

Si, malgré l'application de ce droit de préférence, deux candidats sont toujours premiers ex aequo, il leur sera demandé de fournir une présentation des actions menées au sein de leur structure en matière de développement durable et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. L'opérateur économique le plus impliqué dans ces démarches se verra attribuer le marché.

#### 9.2.2. - Attribution du marché

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur :

- le Document Unique de Marché Européen (DUME) correspondant au marché ;
- Ou
- les pièces mentionnées à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail (l'opérateur économique est tenu de communiquer tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché l'ensemble des documents exigés au titre des articles D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail) ;
- Et
- le document relatif au pouvoir de la personne habilitée pour engager l'opérateur économique (Ex : un Kbis de moins de 3 mois si le signataire ou la personne donnant subdélégation est mentionné sur ce document. Les auto-attestations ne seront pas prises en compte.) ;
  - les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de la dernière année civile écoulée.

Toutefois, si le candidat retenu ne peut produire, suite à une demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur et ce, dans le délai fixé par le courrier, les pièces manquantes, son offre est rejetée.

Une demande identique sera alors adressée dans les mêmes conditions à la société suivante dans le classement des offres.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra déclarer le marché infructueux ou sans suite s'il n'a obtenu que des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables. De même, si aucune candidature ou aucune offre n'a été remise, le marché est déclaré infructueux ou sans suite.

L'accord-cadre ne sera définitif qu'après notification au titulaire.

Le candidat déclaré titulaire, ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de retard dans la procédure sus-énoncée.

#### **Article 10 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront déposer au plus tard **dix jours francs et calendaires** avant la date limite de remise des offres, une demande à l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=frame.ConsultationsOrganisme&org=j4z>

Les opérateurs économiques devront renseigner un formulaire d'identification mentionnant notamment le nom de l'organisme, le nom de la personne physique demandant des renseignements et

une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier l'envoi d'éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Une réponse sera alors retournée par le même mode de transmission, et si nécessaire, en temps utile à tous les opérateurs économiques ayant retiré un dossier.